

## LA GUERRE RUSSO-UKRAINIENNE : UN NOUVEAU PARADIGME GEOSTRATEGIQUE MONDIAL

**ABDELKERIM Marcelin**

*Docteur en Science Politique*

*Docteur en Droit Public*

*Enseignant-Chercheur*

*Assistant Parlementaire au Sénat*

### Résumé

Suite aux manifestations de l'Euromaïdan en Ukraine ayant abouti à la destitution du président ukrainien pro-russe IANOUKOVYTCH Viktor par le Parlement, le 22 février 2014, la Russie annexe la Crimée. La Russie considère que le nouveau gouvernement ukrainien est « illégitime ». Le 24 février 2022, la Russie est lancée dans une entreprise visant à faire tomber le régime ukrainien pour réintégrer le pays dans sa sphère d'influence directe, mais aussi, plus fondamentalement, à altérer le système de sécurité en Europe de l'Ouest à son avantage, c'est ce qui a entraîné des sanctions diplomatiques et économiques de la part des pays occidentaux contre la Russie. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a bouleversé l'ordre politique international établi. De la guerre russo-ukrainienne, naît une nouvelle ère géostratégique pour les « petits Etats » à se reconstituer, reconfigurer et repositionner sur l'échiquier international, comme une puissance montante, en exploitant les failles occidentales dans l'incapacité internationale à assurer la sécurité de ses alliés. Par rapport aux enjeux globaux, cette guerre apparaît aux Européens comme une guerre contre les multilatéraux. L'agression russe contre l'Ukraine marque la fin de l'après-guerre froide et le début de la multipolarité avec pour leaders les BRICS.

**Mots-clés :** *système de sécurité ; géostratégie ; configuration géopolitique ; paradigme et mondialisation, guerre russo-ukrainienne.*

### The Russo-Ukrainian War: A New Global Geostategic Paradigm

#### Abstract

Following the Euromaidan protests in Ukraine that led to the removal of pro-Russian Ukrainian President Viktor Yanukovich by Parliament on 22 February 2014, Russia annexed Crimea. Russia considers the new Ukrainian government to be "illegitimate". On 24 February 2022, Russia embarked on an effort to bring down the Ukrainian regime in order to reintegrate the country into its direct sphere of influence, but also, more fundamentally, to alter the security

system in Western Europe to its advantage, which led to diplomatic and economic sanctions by Western countries against Russia. Russia's invasion of Ukraine disrupted the established geopolitical and economic order. From the Russo-Ukrainian war, a new geostrategic era was born for the "small states" to reconstitute, reconfigure and reposition themselves on the international chessboard, as a rising power, by exploiting the Western flaws in the international inability to ensure the security of its allies. In terms of global issues, this war appears to Europeans as a war against multilateralism. The Russian aggression against Ukraine marks the end of the post-Cold War era and the beginning of multipolarity, led by the BRICS.

**Keywords:** security system; geostrategy; geopolitical configuration; paradigm and globalization; Russo-Ukrainian war.

## **Introduction**

Depuis son arrivée au pouvoir, Vladimir Poutine n'a cessé de rappeler la grandeur et la nostalgie qu'il entretient pour l'empire soviétique disparu. Il émet une certaine rancune envers Gorbatchev qui aurait mal négocié avec les occidentaux lors de la chute de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS). Cette position du Président explique en partie la situation de tension actuelle sur les anciens pays du bloc soviétique (E. Diene, 2023, p. 1) qui se sont effondrés après la chute du bloc de l'Est. Pourtant, le déclenchement de l'invasion russe de l'Ukraine le 24 février 2022 a fait basculer l'Europe de l'Ouest et le monde dans une crise majeure. Cette offensive militaire russe sur le sol ukrainien fait suite à l'annexion de la Crimée et la déstabilisation du Donbass en 2014, ayant constitué des atteintes à l'intégrité territoriale d'un État issu de la dislocation de l'URSS (P. Orcier, 2022, p. 1). Cette invasion militaire de l'Ukraine constitue un tournant géopolitique et géostratégique pour l'Europe.

Une guerre ouverte a lieu sur le continent européen, avec d'un côté la Russie et de l'autre l'Ukraine, soutenue militairement et financièrement par l'Union européenne (UE) et l'Organisation du traité de l'Atlantique-nord (OTAN) (N. Rebiere, S. Ramdani et L. Baccarini, 2024, p. 5). Pour comprendre les racines de la crise actuelle, quelques rappels et mises en perspective s'imposent. Les événements de 2022 puisent en effet leur source dans les conditions de la fin de la guerre froide en Europe. A certains égards, nous vivons actuellement les conséquences dramatiques du déploiement de deux histoires différentes issues des années 1989-1991, ces « trois glorieuses » de la fin du XX<sup>e</sup> siècle : celle de l'Europe d'une part, celle de la Russie d'autre part (F.

Munier, 2022, p. 1). La raison avancée par Poutine des opérations en Ukraine est le rejet par la Russie d'une adhésion de ce pays à l'OTAN. Vladimir Poutine a plusieurs fois accusé l'organisation de chercher à encercler la Russie. D'une certaine manière, cette vision s'inscrit dans la continuité de la politique d'endiguement menée par les États-Unis durant la guerre froide afin d'empêcher toute expansion du communisme (P. Orcier, 2022, p. 6). La guerre en Ukraine ne doit pas être considérée exclusivement comme un affrontement entre deux Nations rivales, mais également comme un enjeu géostratégique et économique majeur. Les puissances extérieures au conflit ont tout intérêt à surveiller de près l'évolution de la situation, afin de prévenir d'éventuelles perturbations sur le marché de l'énergie et de s'adapter aux nouveaux équilibres qui émergent dans la région (M. Marx, 2022).

En 2022, Moscou a estimé que l'élargissement de l'OTAN, proposé en 1999 aux États baltes puis à l'Ukraine et à la Géorgie en 2008 au sommet de Bucarest ainsi que la volonté américaine de créer une communauté euro-atlantique articulée autour de l'Alliance, s'assimilent à l'expansion d'une menace militaire pointée vers le cœur de la Russie (Ph. Gros, S. Delory et V. Tourret, 2022, p. 2). La menace selon les Russes est celle de campagnes aériennes de grande ampleur sur le modèle de *Desert Storm*. Le cœur de la planification russe se concentre ainsi sur les moyens de repousser ce qu'ils nomment prosaïquement une campagne de « frappe aérienne massive intégrée » ou IMVU (массированного воздушного удара), qualifiée de « blitzkrieg aérospatial », qui viendrait désarmer la Russie en annihilant ou en désintégrant ses forces combattantes, décapiter ses centres de décision politico-militaires et, au bout du compte, provoquer son démembrement selon des lignes ethniques et/ou confessionnelles (Ph. Gros, S. Delory et V. Tourret, 2022, p. 2). Amputée de ses anciennes républiques, baltes, orientales, caucasiennes et centrasiatiques, la Russie a traversé les années 1990 avec le sentiment d'un déclin dont la démographie est un témoin patent. Vladimir Poutine avait d'ailleurs qualifié en 2005 la chute de l'URSS de « plus grande catastrophe géopolitique du XX<sup>e</sup> siècle » et de « désintégration de la Russie historique ». A ses yeux, les années 1990 et 2000 ont été caractérisées par trois maux : humiliation qui est liée à la disparition de l'URSS, amputation avec l'indépendance d'ex-territoires soviétiques et sentiment d'insécurité avec la fin du glacis protecteur des démocraties populaires et l'extension de l'OTAN aux portes-mêmes du monde russe (F. Munier, 2022, p. 2).

Le conflit en Ukraine s'inscrit dans le contexte de deux décennies de tensions entre la Russie et l'Occident, durant lesquelles se sont manifestées des divergences sur les différentes questions internationales : l'indépendance du Kosovo en 2008, la guerre de Géorgie la même année, la guerre en Syrie depuis 2011, la répression des opposants biélorusses et russes, la crise vénézuélienne, les violations répétées des espaces aériens des pays baltes, le dossier du nucléaire iranien, les élargissements de l'OTAN dans les Balkans, la crise électorale biélorusse de 2019 (P. Orcier, 2022, p. 1). Le ressentiment à l'égard de l'Occident et une volonté de contestation d'un ordre du monde perçu comme encore dominé par les Occidentaux. L'Ukraine agit à cet égard comme un révélateur : la position médiane du Sud Global est de blâmer l'agression russe mais de se dissocier des Occidentaux dans la riposte à apporter à cette agression. De surcroît, dans les opinions de ces pays, cette guerre est perçue comme une "guerre entre Européens", qui ne les concerne pas (M. Duclos, 2024, p 6).

L'importance du traitement du conflit en Ukraine réside en particulier dans le retour de l'étude stratégique d'un conflit de haute intensité dans lequel est engagée une grande puissance sur le continent européen depuis la fin de la seconde conflagration mondiale (F. Thibault, 2023, p. 5). Par conflit de haute intensité, nous entendons ici la dimension militaire du phénomène définie par Elie Tenenbaum, soit « la mise en œuvre des capacités militaires les plus avancées ou les plus puissantes – à l'exception probable des armes nucléaires que la nature même renvoie à l'intensité des enjeux politiques – et ce, même dans une perspective où les intérêts en jeu restaient limités et ne mobilisaient qu'une petite part des ressources nationales » (E. Tenenbaum et M. Pesqueur, 2020, pp. 11-17). Dans cette logique, la prise de la Crimée et les combats menés dans le Donbass en 2014 constituent une surprise stratégique pour les forces ukrainiennes qui se trouvent dépassées au plan stratégique, dans l'incapacité à contrer les actions hybrides conduites, et au plan opérationnel par la puissance des feux indirects russes, qui causent des pertes majeures dans les unités motorisées. Bien qu'un effondrement total ne soit pas constaté et que des contre-offensives victorieuses soient conduites, la reprise de Marioupol par le bataillon Azov étant la plus spectaculaire, elles s'avèrent insuffisantes pour inverser le cours des événements. La défaite opérationnelle apparaît nette et renvoie les forces ukrainiennes au constat de leur impuissance (F. Thibault, 2023, p. 8).

Au vu de ce qui précède, il serait indispensable de nous poser la question de savoir : ne peut-on pas affirmer avec beaucoup de réserve que la

guerre russo-ukrainienne est un nouveau paradigme géostratégique mondial au regard de la nouvelle configuration géopolitique internationale ? L'analyse de cette question ne peut se faire qu'à travers la théorie réaliste en relations internationales qui est axée sur la défense des intérêts nationaux et l'usage de la force pour la protection de la souveraineté de l'Etat. Du point de vue russe, l'OTAN apparaît comme un outil géopolitique américain dont l'objectif est de contenir la puissance de Moscou dans ses frontières nationales. Cette conception fait fi du fait que les élargissements de l'OTAN aux ex-pays de l'Est ont été faits à leur demande, sans injonction de Washington. Il n'en reste pas moins qu'en 2014, pour justifier l'annexion de l'Ukraine, Poutine invoquait un « endiguement de la Russie » inacceptable (F. Munier, 2022, p. 5).

Notre étude sera articulée autour de deux axes majeurs : d'une part, le paradigme de « si veux la paix, prépare la guerre » : entre expression de la volonté de puissance et respect du droit international (1) et d'autre part, le paradigme du paradoxe troublant de l'hyperpuissance nucléaire russe au déclin relatif de l'hégémonie militaire occidentale (2).

### **1. Le paradigme de « si tu veux la paix, prépare la guerre » : entre expression de la volonté de puissance et respect du droit international**

*Si vis pacem, para bellum* (si tu veux la paix, prépare la guerre). La paix ne peut s'obtenir sans la guerre, telle est la guerre entre la Russie et l'Ukraine. La provocation de la Russie par l'OTAN est due aux Occidentaux qui voulaient faire de l'Ukraine membre de l'Organisation. C'est que la Russie considère cela comme étant un manque de respect des engagements pris après la chute du bloc de l'Est pour préserver les pays ex-URSS. Pour Phillipe LEFORT, la crise ukrainienne est le produit d'un déficit de communication entre Moscou et l'Occident, notamment l'UE, particulièrement depuis le conflit géorgien de 2008. Pour lui, la crise ukrainienne apparaît dans son développement au cours des neuf derniers mois comme un désastreux malentendu fondé sur la confrontation de deux théories du complot aussi fausses l'une que l'autre. L'incapacité des acteurs à communiquer efficacement constitue un paradoxe, alors que la Russie n'a jamais été aussi connectée au reste du monde, en dépit de la fastidieuse multiplication des sommets, malgré les dialogues innombrables entre entreprises, fonctionnaires ou sociétés civiles et la prolifération de l'information dans tous les domaines (Ph. Lefort, 2025).

Pour mieux examiner cela, nous allons présenter tour à tour les stratégies militaires entre l'Ukraine et la Russie comme expression de la volonté

de puissance (1.1) et l'impuissance du gouvernement mondial face à la violation du droit international (1.2).

### **1.1. Les stratégies militaires entre l'Ukraine et la Russie comme expression de la volonté de puissance**

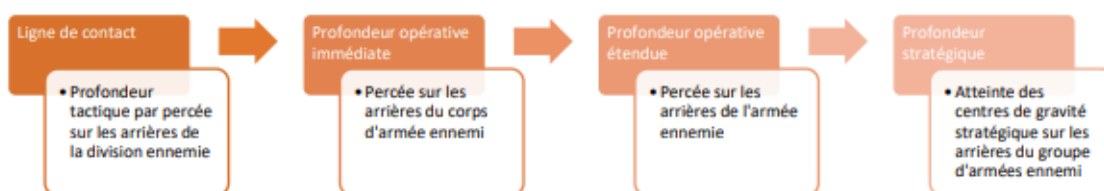
La stratégie militaire, à savoir l'ensemble des opérations militaires dans leurs préparations, organisations et conduites, n'est ainsi que l'un des moyens de l'Etat dans le cadre d'un conflit, certes fondamental mais qui peut ne pas être prépondérant. Deux exemples sont particulièrement parlants : la guerre de contre-insurrection, dans laquelle les opérations de combat sont limitées et secondaires dans l'atteinte de la victoire vis-à-vis du gain de l'adhésion des populations et de la stabilisation du pays ; ou encore la Guerre froide, conflit sans affrontement direct entre les deux blocs mais structuré par la compétition technologique et économique et les guerres par procuration (F. Thibault, 2023, p. 6). L'on ne peut traiter avec exactitude de la doctrine militaire russe sans prendre en compte le passé soviétique, qui vient, malgré les évolutions ultérieures, définir les grandes tendances opérationnelles de cet Etat. Cette conception doctrinale s'inscrit dans l'extrapolation de la vision opérative élaborée par les premiers penseurs soviétiques (Svetchine, Frounzé) (A. A. Svechin, 1992) et de l'expérience de la « Grande Guerre Patriotique » de 1941-1945 (F. Thibault, 2023, p. 13).

Afin de conduire une étude pertinente des opérations, la stratégie militaire ne doit pas être confondue avec la posture sécuritaire d'un Etat dans les relations internationales ou ses ambitions géopolitiques qui sont de l'ordre de la stratégie totale. Bien que ces variables interagissent, la stratégie militaire est régie par ses caractéristiques propres que sont la mobilisation des forces armées et leur emploi dans les actions de combat. Ces dispositions sont formalisées dans la doctrine militaire, qui transcrit la pensée militaire d'un Etat et la traduit en prescriptions concrètes pour les armées afin de conduire des opérations à tous les niveaux c'est-à-dire stratégique, opératique, tactique (B. R. Posen, 1984, pp. 16-17).

Au plan tactique et opérationnel, il est mis en place une structure à deux échelons successifs, l'un dédié à la percée et l'autre à l'exploitation, sans quoi l'action continue dans la profondeur n'est pas possible. Elle suivra alors la même logique que les opérations offensives décrites par le double échelonnement, la centralité des feux, et reposera sur un équilibre entre défense élastique dans la profondeur et défense ferme des points clés. Elle sert soit à épuiser l'ennemi pour rééquilibrer le rapport de forces, soit à fixer l'adversaire

sur un front secondaire pour avancer sur le front principal (F. Thibault, 2023, p. 13). Ainsi, l'offensive est conçue comme le seul moyen d'obtenir la décision, la défensive n'étant que transitoire ou secondaire. Pour ce faire, les feux sont la clé des opérations, permettant de surclasser l'adversaire et d'obtenir la supériorité locale nécessaire à la conduite des opérations en profondeur (US Army, 1984, p. 72). Celles-ci procèdent par une percée des forces blindées et mécanisées agissant en surprise et sur des fronts non continus, appuyée par des feux indirects massifs pour modeler le champ de bataille et réduire le potentiel de manœuvre ennemi (F. Thibault, 2023, p. 13).

Au niveau opératif la même logique est mise en œuvre, avec le premier échelon qui perce la profondeur tactique et qui use du second échelon pour étendre la profondeur à des objectifs opératifs ou qui, en cas de résistance ennemie trop importante, vient renforcer le premier échelon pour assurer la percée. Dans tous les cas, les Soviétiques ne jugent possible l'action offensive qu'avec un rapport de forces favorable de 3 pour 1 en terme d'hommes, d'artillerie et de capacités blindées et aériennes (US Army, 1984, p. 20).



*Source : F. Thibault (F), 2023, p. 15.*

### **Figure 1 : Les opérations russes dans la profondeur ukrainienne: vision archétypale**

Ce prélude à l'analyse des opérations apparaît d'autant plus essentiel que la doctrine ukrainienne est très peu mentionnée et analysée dans la littérature spécialisée depuis le début du conflit, et que dans la même veine, la doctrine russe est souvent présentée de manière incomplète, voire erronée. Le recours quasi permanent à la « Doctrine Guerassimov » ne constitue pas une réelle doctrine et qu'elle est en outre une vision prospective de long terme qui ne s'applique pas au conflit, est l'archétype de cette présentation fallacieuse de la pensée stratégique russe (F. Thibault (F), 2023, p. 7).

Dans l'idéal, la progression soviétique est construite sur une avancée continue de l'ordre de 50km par jour au minimum permettant d'entraîner en peu



de temps l'effondrement ennemi par l'atteinte de ses centres de gravité dans la profondeur stratégique. L'échelonnement et la recherche de l'avancée dans la profondeur étant définis en *bottom up* depuis la percée tactique jusqu'au succès stratégique (US Army, 1984, p. 45). Un des facteurs qui peut contribuer à expliquer la résilience surprenante des forces ukrainiennes réside peut-être dans le renseignement. Les Ukrainiens expliquent qu'ils connaissaient précisément l'heure de l'attaque russe (Promote Ukraine, 2022), ce qui accrédite l'hypothèse d'un appui du renseignement américain important, au moins au profit de l'échelon stratégique. Cela leur aurait permis de disperser leurs équipements et stocks logistiques (Ph. Gros, S. Delory et V. Tourret, 2022, p. 10).

Il convient toutefois de noter une différence fondamentale avec la doctrine soviétique : dans la vision russe, le char est l'élément principal de contact qui provoque la percée exploitée et soutenue par les éléments mécanisés (M. Takacs, 2021, pp. 49-65). Une masse importante de blindés est donc nécessaire, et explique en partie les pertes élevées de ces systèmes constatées durant le conflit en Ukraine, le fer de lance blindé étant celui qui se heurte aux poches de résistance les plus denses avec un risque de destruction forcément accru. Ce choix, qui s'éloigne de la manœuvre soviétique, qui était avant tout celle de l'infanterie motorisée appuyée par les blindés, est déterminé par la puissance de feu et la résilience des systèmes blindés permettant de compenser la baisse du volume de soldats disponibles du fait de la professionnalisation progressive des forces (F. Thibault, 2023, p. 16).

À plus long terme, l'érosion démographique de la Russie, que les pratiques de contractualisation permettent cependant de compenser dans le domaine militaire encore pour quelques années, et son incapacité à générer des écosystèmes d'innovation technologiques et économiques analogues à ceux des États-Unis et de la Chine, entre autres facteurs, la condamnent à un lent déclin. Vladimir Poutine lui-même peut estimer qu'il est temps de réinitialiser le système international avant de mettre en place sa succession (Ph. Gros, S. Delory et V. Tourret, 2022, p. 4). Après cet échec initial, les Russes maintiennent leur approche opérationnelle visant Kiev mais se rabattent sur un mode d'action plus progressif. Dans une logique classique de manœuvre, leurs forces terrestres court-circuitent les grandes poches de résistance pour atteindre des objectifs plus opératifs, la capitale ainsi que le Dniepr pour encercler ou couper leur possibilité de repli aux forces ukrainiennes engagées à l'est (Ph. Gros, S. Delory et V. Tourret, 2022, p. 10).



Cette guerre a montré l'impuissance du gouvernement mondial face à la violation du droit international.

### **1.2. L'impuissance du gouvernement mondial face à la violation du droit international**

Au regard du Droit international, l'action militaire russe répond à la définition de l'agression contenue dans la résolution 3314 du 14 décembre 1974 de l'Assemblée générale de l'ONU, selon laquelle "L'agression est l'emploi de la force armée par un Etat contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un autre Etat, ou de toute autre manière incompatible avec la Charte des Nations unies" (M. Loulichki, 2022, p. 3). L'opération militaire lancée le 24 février 2022 par les forces armées russes à l'intérieur du territoire de l'Ukraine a pour objectif déclaré d'empêcher l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) de se rapprocher de l'« étranger proche » russe et de changer le régime à Kiev. Cette guerre, déclenchée par un membre permanent du Conseil de sécurité, a été menée en violation des principes cardinaux de la Charte des Nations unies. Elle a mis le monde au bord d'une escalade militaire et, même nucléaire, inédite depuis la crise des missiles de Cuba d'octobre 1962 (M. Loulichki, 2022, p. 1).

La guerre d'Ukraine ouvre une nouvelle page dans l'histoire du continent européen et peut-être du monde. En effet, c'est la première fois depuis 1945 qu'un conflit sur le sol européen implique directement l'un des membres du Conseil de sécurité de l'ONU – gardien de la paix et de la sécurité internationales – et non des moindres. La Russie possède en effet la deuxième armée du monde (F. Munier, 2022, p. 1). La campagne militaire russe a été conduite en violation d'au moins quatre principes cardinaux de la Charte des Nations unies :

➤ le principe du non-recours à la force ou à la menace de la force dans les relations entre Etats "soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations unies" (article 2 paragraphe 4 de la Charte) ;

➤ le principe du règlement des différends par les voies pacifiques" qui doit être respecté de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger » (article 2 paragraphe 3) ;

➤ le principe du respect de l'intégrité territoriale des Etats entendu comme la capacité d'exercer la plénitude des compétences étatiques sur l'ensemble du territoire, l'inviolabilité de ce même territoire et la garantie contre tout démembrement du territoire ;

➤ le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats tel qu'il a été explicité par la résolution 2625 (XXV) du 24 octobre 1970, portant Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations unies, selon laquelle « Aucun Etat ni groupe d'Etats n'a le droit d'intervenir, directement ou indirectement, pour quelque motif que ce soit, dans les affaires intérieures ou extérieures d'un autre Etat » (M. Loulichki, 2022, pp. 2-3).

Il ne faut pas excuser l'impérialisme russe sous prétexte qu'il y a un impérialisme américain. Il faut condamner la guerre comme moyen de régler les différends entre États. Au croisement de ces perceptions, l'intégration de l'Ukraine dans l'OTAN constituerait par conséquent une menace directe pour Moscou et un grave facteur de déstabilisation, exposant notamment la Crimée « réunifiée » à une menace militaire directe. Les accords de Minsk signés en 2015 pour trouver une issue politique à la situation des républiques séparatistes du Donbass et de Louhansk sont de ce point de vue inapplicable en raison de l'incompatibilité flagrante entre les pré-conditions russes et ukrainiennes (Ph. Gros, S. Delory et V. Tourret, 2022, p. 3). En réaction à l'action militaire russe, les Etats-Unis et les autres pays occidentaux ont prononcé des sanctions financières, économiques et diplomatiques à l'encontre de Moscou, fourni à l'Ukraine des armes défensives et de l'aide humanitaire et déployé des forces armées supplémentaires de l'OTAN. La situation actuelle ne peut pas être dépassée sans l'intervention d'une médiation unique ou groupée mais synchronisée afin de permettre aux uns et aux autres de sauver la face (M. Loulichki, 2022, p. 1).

Enfermés dans cette position, les Russes entendent désormais inverser la tendance et redessiner à leur profit les contours du système de sécurité européen. « L'état final recherché » par le Kremlin est encore incertain mais si l'on suit la logique esquissée ci-dessus, il est possible de le caractériser ainsi : interdire le renforcement et même le maintien de tout dispositif ou structure militaire sur le territoire européen qui serait en mesure de menacer à terme l'existence de la Russie. L'illustrent parfaitement les objectifs affichés par la diplomatie russe, qui exige notamment, outre la non-incorporation de l'Ukraine dans l'Alliance et désormais sa démilitarisation, le retour de la posture de déploiement militaire otanienne à celle de 1997, c'est-à-dire dans laquelle aucune force alliée n'est positionnée dans les pays de l'Est, à commencer par la Pologne et les États baltes (Ph. Gros, S. Delory et V. Tourret, 2022, p. 3). L'incertitude

restait encore jusqu'à maintenant sur les contours précis de la stratégie intégrale de Moscou pour parvenir à ces objectifs. Elle apparaît désormais très clairement, l'usage massif de la force et la capacité de la Russie à réaliser, au seuil même de l'Alliance atlantique, une opération militaire majeure générant un effet stratégique rapide et massif apparaissant comme un levier politico-militaire majeur. Au-delà du fait militaire, la brutalité et l'ampleur de l'opération sont considérées dans la pensée militaire russe comme des outils de coercition, participant de son schéma de « dissuasion stratégique », et sont à ce titre calculées pour influencer la posture de négociation des pays de l'Alliance quand la question de la réorganisation de l'espace européen se posera (Ph. Gros, S. Delory et V. Turret, 2022, p. 3).

En 2014, après l'annexion de la Crimée, le Conseil n'a pas adopté une résolution de renvoi et c'est l'Assemblée qui avait pris l'initiative de se saisir de la situation et a passé le 27 mars 2014 la résolution (A/Res /68/262), intitulée « Intégrité territoriale de l'Ukraine », qui a reçu 100 votes favorables, 11 votes contre, 58 abstentions et 24 non- participations ou absences. En 2022, c'est le Conseil qui, au terme d'un vote de procédure auquel le veto ne s'applique pas, a décidé la tenue d'une session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale, la première depuis 40 ans. Après un long débat animé qui a duré deux jours, l'Assemblée générale a adopté, le 2 mars, la résolution intitulée « Agression contre l'Ukraine » par 141 voix, 5 contre, il s'agit de : Biélorussie, Érythrée, Fédération de Russie, Syrie et République populaire démocratique de Corée, 35 abstentions dont notamment l'Algérie, la RCA, la Chine, l'Iran, le Mali, le Pakistan, l'Afrique du Sud, le Sénégal, le Soudan... et 12 non- participations dont l'Azerbaïdjan, le Burkina faso, le Cameroun, l'Éthiopie, la Guinée, le Maroc, le Togo, et le Venezuela ... (M. Loulichki, 2022, p. 5).

Des sanctions économiques et financières, à la fois sur les exportations et les importations, visent à réduire drastiquement les échanges commerciaux entre l'UE et la Russie dans les principaux secteurs stratégiques pour l'économie russe ; et ainsi à priver Moscou des ressources lui permettant de financer son effort de guerre. En réponse aux sanctions occidentales, Moscou met en place des contre-sanctions, touchant notamment le secteur gazier européen (N. Rebiere, S. Ramdani et L. Baccarini, 2024, p. 5).

Qu'en est-il du paradigme du paradoxe troublant de l'hyperpuissance nucléaire russe ?

## **2. Le paradigme du paradoxe troublant de l'hyperpuissance nucléaire russe au déclin relatif de l'hégémonie militaire occidentale**

On s'accordera sur le fait qu'Européens et Américains ont sous-estimé l'énergie désespérée, et tardive, avec laquelle la Russie a combattu victorieusement l'Accord d'association avec l'Ukraine, usant de toutes les ressources possibles pour retourner le camp du président Viktor Ianoukovitch. Il est aussi évident que Maïdan a constitué inversement, pour les Russes, une mauvaise surprise stratégique. Dans la vision russe du monde, le peuple n'est pas un acteur, et les révolutions sont par nature manipulées. Il est remarquable de voir à quel point la Russie contemporaine, jetant aux poubelles de l'histoire l'épopée soviétique de la révolution d'Octobre, s'est approprié la thèse occidentale du coup d'État bolchevique (E. Kasereka Tsongo, 2014, p. 45). Nous sommes en présence de la montée en puissance de la Russie comme première puissance nucléaire (2.1) et le déclin relatif de l'hégémonie militaire occidentale (2.2).

### **2.1. La montée en puissance de la Russie comme première puissance nucléaire**

Depuis 20 ans, Vladimir Poutine a, brutalement, restauré le prestige et la stature internationale de la Russie, mettant en place une répression active, laissant commettre des crimes de guerre en Syrie et en Tchétchénie. Il déclarait régulièrement « regardez où était la Russie quand j'ai pris le pouvoir, regardez où elle est maintenant ». Effectivement, Vladimir Poutine avait redonné une place à la Russie qui d'ailleurs pesait plus que son poids réel du fait de l'action du président russe, de sa vision sur le long terme et du fait qu'il n'hésitait pas sur les moyens à mettre en place pour y parvenir. Ces moyens sont tout à fait répréhensibles. Si son objectif était de redonner une place centrale à la Russie sur l'échiquier mondial, c'était chose faite jusqu'au 24 février 2022. Si, pour reprendre sa célèbre phrase, « celui qui ne regrette pas l'URSS n'a pas de cœur, mais celui qui veut la recréer n'a pas de tête », le chef du Kremlin n'a certes pas voulu recréer l'URSS en attaquant l'Ukraine, mais il a perdu la tête en le faisant (P. Boniface, 2023, p. 2).

L'une des retombées de la guerre en Ukraine est le retour d'une préoccupation majeure concernant l'arme nucléaire supersonique appelée « Satan 1 et 2 » dont dispose la Russie. Il s'agit d'une arme dissuasive qui fait peur aux Occidentaux. Malgré leur puissance militaire, les pays de l'OTAN peinent à s'engager militairement sur le théâtre des opérations en Ukraine.

Peut-être sommes-nous entrés dans un "nouvel âge" de ce point de vue. Un premier aspect réside dans la répétition des menaces d'emploi d'armes de destruction massive par les dirigeants et les propagandistes russes - ce qui laisse penser que le nucléaire peut avoir un rôle coercitif et non plus seulement dissuasif. Un autre aspect a trait à la prolifération. L'Iran semble profiter de la situation pour se rapprocher avec détermination du nucléaire, ce qui ne peut qu'inciter certains de ses voisins à revoir leurs propres options. La Corée du Nord a accru le développement de son arsenal et la Corée du Sud se pose publiquement la question d'une accession au nucléaire (M. Duclos, 2024).

De fait, la politique extérieure de Vladimir Poutine peut se lire comme une « revanche historique » à l'encontre de l'ordre qui s'est instauré en Europe, à l'issue de la guerre froide, un ordre synonyme d'« humiliation » pour l'homme du Kremlin. Aussi ne faut-il pas s'étonner que le fil rouge de la politique de Poutine ait été la reconstitution de l'ancien espace soviétique en utilisant finalement ce que Joseph Nye appelle le *smart power*, c'est-à-dire la combinaison du *soft* et du *hard power*, les deux visages de la puissance (F. Munier, 2022, p. 4). Il s'agit bien sûr de la diplomatie et de la force militaire focalisée sur du nucléaire supersonique. La volonté d'escalade de Vladimir Poutine ne fait cependant aucun doute ; il a compensé les reculs successifs de ses armées par des mesures à chaque fois plus dangereuses : annexion des territoires ukrainiens qu'il revendique, mobilisation dite partielle, frappes chirurgicale destructives dans la profondeur de l'Ukraine etc. Les risques sont donc élevés pour l'Ukraine bien sûr mais aussi ceux qui la soutiennent : ni un choc Russie-OTAN ni une crise nucléaire ne peuvent être écartés non plus que la poursuite d'une "guerre hybride" de portée mondiale (M. Duclos, 2024, p 9).

Les Etats-Unis et les autres pays occidentaux ont condamné l'action militaire russe, prononcé des sanctions financières, économiques et diplomatiques à l'encontre de Moscou, fourni à l'Ukraine des armes défensives et de l'aide humanitaire et déployé des forces armées supplémentaires de l'OTAN. Il s'en est suivi une surenchère de mesures entre les deux camps, allant de l'exclusion de la Russie de l'ONU à la menace d'utilisation limitée d'armes nucléaires, le tout accompagné de campagnes médiatiques et de propagande dignes des années 60 (M. Loulichki, 2022, p. 3). On sait combien les passions jouent un rôle important en géopolitique. D'après Thucydide, trois d'entre-elles en particulier motivent les peuples et leurs dirigeants : la peur, l'avidité et l'amour-propre. Dans la Russie de Vladimir Poutine, ces passions ont pris la forme d'un curieux mélange. L'homme du Kremlin n'est pas un intellectuel mais

il fait régulièrement référence à des penseurs russes – comme Ivan Ilyine, Nicolas Berdiaev, Constantin Leontiev ou encore Lev Goumilev – dont le point commun est le conservatisme et la néo-slavophilie. L'idéologie qu'il professe est certes multiforme mais elle repose sur un nationalisme, conservateur, religieux voire mystique, révisionniste c'est-à-dire qui entend réviser les frontières issues de l'implosion de l'URSS et expansionniste, décidé en tout cas à restaurer la grandeur de la Russie du temps soviétique à la faveur de la supposée décadence de l'Occident. S'il existe une « doctrine Poutine », l'idée d'empire et l'hostilité à l'Occident en sont les deux piliers (F. Munier, 2022, p. 3).

Lorsqu'une guerre éclate, la première victime est la vérité. L'affrontement par les armes s'accompagne toujours d'une guerre d'influence. Mais cette vérité ne doit pas échapper à la nuance, car, trop souvent, les positions antagonistes se radicalisent. La vérité n'est jamais un bloc. Nuancer n'est pas trahir. Il faut éviter le campisme des propositions trop caricaturales qui sont souvent l'apanage des débats où chacun prend une position radicalement opposée à l'autre. En revanche, cette recherche de la nuance ne doit jamais écraser la quête de la vérité (P. Boniface, 2023, p. 1). La guerre en Ukraine marque peut-être "la fin de l'illusion de l'ordre libéral international". La guerre aura mis aussi à nu la distance qui s'est créée entre "l'Ouest et le reste" et la désaffection à l'égard d'un ordre du monde remontant à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Mais on peut soutenir aussi que l'Ukraine signale "la fin de l'illusion de la fin de l'ordre libéral international" : les Occidentaux se sont montrés capables de faire une démonstration de force. Notre sentiment, cependant, est qu'il n'y aura pas de retour en arrière, pas de "restauration" du monde d'avant. Le ressentiment du Sud ne va pas disparaître (M. Duclos, 2024, p 10).

Il est devenu pour la Russie la clé de voûte de son projet néo-impérial et, pour les pays occidentaux, la clé de voûte d'une progression vers l'Est. Sans compter que pour l'Union européenne, l'Ukraine pourrait être un maillon supplémentaire dans la construction d'une entité résolument continentale depuis le départ du Royaume-Uni. Nous mettrons de côté les questions relatives aux ressources naturelles dont l'Ukraine est riche mais qui, selon nous, ne constituent pas le motif fondamental de l'intervention russe. Examinons alors les représentations et jeux de pouvoir des acteurs en présence (F. Munier, 2022, p. 4).. Si l'Ukraine venait dans l'Union européenne, ce serait l'équivalent du Royaume-Uni pour empêcher de faire un projet commun autonome. L'année dernière, les projecteurs étaient braqués sur la débâcle de Kaboul. Elle est

aujourd'hui oubliée par tous. Les pays européens qui se disaient qu'il était impossible de faire confiance aux Américains pensent à présent que la seule garantie qui puisse exister se trouve de l'autre côté de l'Atlantique. Ce sont ces mêmes pays européens qui demandent aux États-Unis d'augmenter leur présence militaire en Europe et le fait de penser à l'autonomie leur apparaît comme une trahison qui pourrait faire fuir les Américains. Les États-Unis ne l'ont pas voulu, mais ils en bénéficient (P. Boniface, 2023, p. 4).

Pendant des décennies, les Occidentaux ont mené des guerres, conquis des territoires et occupé militairement des pays. La violation du droit international n'a pas semblé les gêner lorsque les États-Unis ont envahi l'Irak pour des motifs fallacieux. Lorsque c'est un rival, ils s'en effraient. Ces différents éléments interdisent d'annoncer le retour d'un ordre bipolaire. Lors de la guerre froide, les pays devaient choisir entre Moscou et Washington. À présent, ils veulent avoir des relations avec Moscou et Pékin, et dans le même temps, avec les Occidentaux (P. Boniface, 2023, p. 5).

## **2.2. Le déclin relatif de l'hégémonie militaire occidentale**

Le contexte géopolitique a vu les États-Unis se désengager du rôle de « gendarme du monde » qu'ils s'étaient arrogé depuis 1991, et basculer leur stratégie vers l'Indopacifique, dans un tête-à-tête avec la Chine. La Russie, en quête d'un statut renouvelé de puissance, pense avoir le champ libre pour intervenir dans son ancien empire dont elle n'a pas pleinement accepté la chute. La violence de l'agression et des discours qui la légitiment aux yeux du Kremlin obligent à interroger les mécanismes qui ont mené à un tel embrasement et de telles divergences dans l'interprétation des événements en cours (P. Orcier, 2022, p. 1).

Les pays baltes et de la Pologne se bornent à dire que la Russie est un pays agressif, que l'Europe ne pourra jamais être en paix avec elle puisque les Russes ne comprennent que le langage de la force. D'après cette thèse, les Allemands, les Français, les Italiens, les Espagnols, en définitive tous ceux qui ont voulu négocier avec la Russie, ont perdu leur temps, voire lui ont facilité la tâche et ont finalement une responsabilité indirecte dans cette guerre. C'est aujourd'hui la thèse dominante. Dès 1991 avec François Mitterrand, ceux qui s'opposent à celle-ci n'ont cessé de prévenir que l'élargissement de l'OTAN serait une erreur tragique qui conduirait inéluctablement à la crispation de la Russie. Georges Kenan, l'homme qui a inventé en 1947 le concept d'endiguement, disait déjà que l'élargissement de l'OTAN était la pire erreur stratégique que les États-Unis puissent faire. Henry Kissinger, qui peut



difficilement être considéré comme une colombe, avait le même discours. Pour lui, l'élargissement de l'OTAN poserait des problèmes, non pas en froissant la susceptibilité de Vladimir Poutine, mais en se heurtant à ses intérêts stratégiques. Si, en 2008 Nicolas Sarkozy, qui venait tout juste de se faire élire sur le slogan « Sarko l'Américain », s'opposait à l'élargissement de l'OTAN à l'Ukraine et la Géorgie, ce n'est pas par anti-américanisme, mais en s'appuyant sur un calcul géostratégique sur lequel Angela Merkel le rejoignait (P. Boniface, 2023, p. 1).

L'aide occidentale décrite supra est un maillon essentiel de la maturité doctrinale acquise par l'Ukraine, dans ses modalités, la reprise de concepts lituaniens et polonais étant sans équivoque, comme dans sa complétude. Elle a ainsi joué comme un accélérateur de la formation des unités et des états-majors, valorisée d'ailleurs officiellement par l'Ukraine<sup>1</sup>. L'Occident a commis des erreurs par rapport à la Russie, mais ces erreurs ne justifient en rien ni le déclenchement de la guerre ni les crimes de guerre que Vladimir Poutine a commis. Rien n'excuse le recours illégal à la force dans les relations internationales. La Russie a déclenché une guerre impérialiste contre l'Ukraine. Mais il est nécessaire de réfléchir à la nature de la relation entre l'Occident et Moscou après cette guerre. Il ne faut pas recommettre les erreurs du passé. Heureusement, la France n'a pas traité l'Allemagne après 1945 de la même façon qu'à la suite du traité de Versailles en 1919 (P. Boniface, 2023, p. 1).

Depuis l'échec de la contre-offensive ukrainienne de 2023, la situation semblait figée sur le front terrestre malgré les faibles et couteuses avancées actuelles des forces russes dans le Donbass en direction de Pokrovsk. La percée ukrainienne en direction de Kursk constitue une surprise stratégique dont les déterminants ne sont pas clairement identifiés (P. Chappatte, 2024, p. 1). Les États-Unis sont surtout concentrés sur la compétition avec la Chine ; la nouvelle chancellerie de l'Allemagne, pivot économique de l'Europe, est encore peu expérimentée et sa volonté d'accélérer sa transition énergétique la rend encore plus dépendante du gaz russe ; la Grande-Bretagne gère les conséquences du Brexit ; la France est prise par son éviction du Mali et l'élection présidentielle. Sur le plan militaire, le dispositif de l'OTAN est actuellement inadapté au conflit de haute intensité. Jusqu'à ces dernières années, les membres européens de l'Alliance ne considéraient plus les affaires militaires que comme une

---

<sup>1</sup>En particulier dans le cadre du « partenariat spécial » avec l'OTAN : Présidence de l'Ukraine, Décret du Président de l'Ukraine sur le « Bulletin stratégique de l'Ukraine », 20 mai 2016, [president.gov.ua](http://president.gov.ua).

contingence marginale ou se concentraient principalement aux opérations sur les théâtres extérieurs (Ph. Gros, S. Delory et V. Tourret, 2022, p. 4.).

La modernisation des forces ukrainiennes menaçait d'aboutir à la constitution de capacités militaires beaucoup plus sérieuses. Surtout, depuis l'annexion de la Crimée, les États-Unis réinvestissent le champ de la défense continentale en Europe alors que plusieurs États européens ont entamé une lente remontée en puissance. Le déploiement annoncé de systèmes de frappe hypersoniques américains comme celui de la bombe nucléaire tactique B61-12, anticipé pour le milieu de cette décennie, sont autant de symboles forts d'un renforcement capacitaire global, susceptible d'entraver toute initiative russe dans son espace régional, autant sur le plan militaire que sur le plan diplomatique (Ph. Gros, S. Delory et V. Tourret, 2022, p. 4.).

### **Conclusion**

L'opération militaire lancée le 24 février 2022 par les forces armées russes à l'intérieur du territoire de l'Ukraine voisine, et l'épreuve de force qui en a découlé entre la Fédération de Russie et les pays membres de l'OTAN sont pleines d'enseignements pour tous ceux qui observent et analysent l'évolution des relations internationales contemporaines, les rivalités entre les puissances, le fonctionnement des Organisations internationales, la dialectique entre la force et le Droit et la crise que traverse le multilatéralisme. Comme la seconde guerre d'Irak et l'attaque du 11 septembre 2001, ces événements marquent un tournant dans les relations interétatiques et les équilibres géostratégiques entre les deux camps (M. Loulichki, 2022, p. 2). Dans l'incapacité avouée d'intervenir militairement contre la Russie ou de décréter une zone d'interdiction de l'espace ukrainien, les pays occidentaux se donnent une conscience en s'investissant dans le domaine humanitaire, à travers l'aménagement des «fenêtres de silence» et des «couloirs humanitaires» pour évacuer les civils ukrainiens et étrangers et acheminer l'aide humanitaire d'urgence aux personnes déplacées à l'intérieur et à celles qui se sont réfugiées dans les pays voisins (M. Loulichki, 2022, p. 7).

L'on se demande cette guerre russo-ukrainienne peut-elle être le début de la troisième guerre mondiale ? Mais une chose est sûre, à l'aire du nucléaire supersonique russe, les choses semblent compliquer pour les Européens et les Américains. Il n'y a pas de petite guerre, toute guerre présage des destructions d'une grande échelle et a pour conséquence des pertes énormissimes des vies humaines. Peut-on espérer à une fin proche ?

### Bibliographie

- BONIFACE Pascal, 2023, « La guerre en Ukraine et ses conséquences géopolitiques », *Les Possibles*, n° 34, Hiver, pp. 1-6.
- CHAPPATTE Patrick, 2024, « Percée vers Koursk : une nouvelle stratégie ukrainienne ? » in *Guerre en Ukraine*, European Security, 2 septembre, pp. 1.
- Décret du Président de l'Ukraine sur le « Bulletin stratégique de l'Ukraine », 20 mai 2016, president.gov.ua.
- DIENE Emeline, 2023, « La guerre russo-ukrainienne, causes et grands enseignements ? », *CEPS*, mai, pp. 1-2
- DUCLOS Michel (Dir.), 2024, *Guerre en Ukraine et nouvel ordre du monde*, Institut Montaigne et Editions de l'Observatoire
- GROS Philippe, DELORY Stéphane et TOURRET Vincent, 2022, « Stratégies russes et guerre en Ukraine : état des lieux », *Fondation de la Recherche Stratégique*, Note n° 03/22, 1<sup>er</sup> mars, pp. 1-20
- « Enemy Has Soviet Tactics. We Just Need to Organise Its Disposal », *Promote Ukraine*, 28 février 2022.
- KASEREKA TSONGO Erick, 2014, *La crise en Ukraine et ses conséquences sur la géopolitique en Europe de l'Est*, Université de Lubumbashi - Licence, 71 p.
- LEFORT Phillipe, 2025, « La crise ukrainienne ou le malentendu européenne (en ligne) <http://www.ifri.org/ifrilefortpe22014/pdf> consulté le 13/02
- LOULICHKI Mohammed, 2022, « La guerre entre la Russie et l'Ukraine : un tournant et un coup fatal pour le multilatéralisme », *Policy Brief* - N° 17/22 - Mars, pp. 1-7
- MARX Mad, 2022, « La guerre en Ukraine : un enjeu géostratégique et économique », *Le Club de Mediapart*, 30 décembre.
- MUNIER Frédéric, 2022, « Ukraine : Première guerre européenne du XXI<sup>e</sup> siècle, prémisse d'un nouvel ordre mondial ? », *SKEMA Business School*, 4 mars, pp. 1-10
- ORCIER Pascal, 2022, « Guerre en Ukraine : quelques clés sur un conflit en cours », *Géo Confluences*, 16 mai, pp. 1-20, URL : <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/actualites/eclairage/guerre-en-ukraine-quelques-cles>
- POSEN Barry R., 1984, « The sources of military doctrine: France, Britain, and Germany between the world wars », *Cornell studies in military affairs*, pp. 16-17.
- REBIERE Noémie, RAMDANI Sami et BACCARINI Luca, 2024, *Rapport sur la guerre russo-ukrainienne : la région de la mer noire au cœur de la reconfiguration des flux énergétiques*, Observatoire de la sécurité des flux et des matières énergétiques, Avril, 62 p.

SVECHIN (Aleksandr A.), 1992, *Strategy*, East View, (texte de 1927).

TAKACS Márk, 2021, « Short study: describing the major features of the Russian battalion tactical group », *Academies and applied research in military and public management science* (Budapest), vol. 20, n° 2, pp. 49-65.

TENENBAUM Elie et PESQUEUR Michel, 2020, « Les défis de la ‘haute intensité’ : enjeu stratégique ou capacitaire ? », *Revue Défense Nationale, Les Cahiers de la RDN : La vision stratégique de l’armée de Terre*, octobre, pp. 11-17.

THIBAUT Fouillet, 2023, *Guerre en Ukraine : étude opérationnelle d’un conflit de haute intensité (premier volet)*, Recherches & Documents, Fondation pour la Recherche Stratégique, N°02, Février.

US Army, 1984, *FM 100-2-1: The Soviet army*, operations and tactics, juillet.